

LE MONDE LIBERTAIRE



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Il ne s'agit pas de faire l'anarchie aujourd'hui, demain ou dans dix siècles, mais d'avancer dans
l'anarchie aujourd'hui, demain, toujours. »

Errico Malatesta

N° **1676**
du 7 au 13 juin 2012



**Que crève l'État
et que vive
l'anarchie**

M 02137 - 1676 - F: 2,50 €



Editorial

Sommaire



C'était écrit! Le camarade Poutine ne veut pas lâcher la Syrie. Comme quoi, dans l'ex-patrie du socialisme d'État, les marchés juteux dictent toujours leur loi. Nous autres, dans notre Hexagone aux mille fromages, on expérimente une fois de plus le socialisme à la française. On compte les couacs et les luttes fratricides qui émaillent le paysage politique avant les législatives. Entre les postulants qui ont été pris les mains dans le pot de confiture et les mésententes entre les diverses tendances politiques qui se partagent les maroquins, on ne sait plus où porter son regard... Et, chez les perdants, ça pétarade tout autant, voire plus! Pour le gouvernement, il y a des obstacles faciles à franchir. Après cinq années sans revalorisation, le smic (salaire minimum interprofessionnel de croissance) devrait être augmenté, ce qui n'est que justice, n'en déplaise aux injonctions « austéritaires » de Bruxelles. De toute façon, le patronat français, Medef et consorts, parle de « plantage » de l'économie française, de freinage des embauches... Il ne manque plus que le raton laveur! Une autre affaire qui risque d'éclabousser tous les politiciens: le Rwanda. Un document de l'ONU montre la présence de 15 Mistral « au sein de l'arsenal de l'armée rwandaise ». Des armes à l'époque (à la veille du génocide en 1994) interdites à la vente. Diable, des missiles français qui vont alourdir le dossier de façon conséquente. On reparle aussi du supergendarme de l'Élysée (Paul Barril « célèbre » pour le scandale des écoutes téléphoniques sous Mitterrand) qui était dans la région... Gare aux retombées, il ne s'agit plus de boules puantes!

Actualité

- Porter un autre futur**, par Fabrice, page 3
Contre le purisme militant, par G. Goutte, page 4
Chronique néphrétique, par Rodkol, page 5
Météo syndicale, par Le Bougnat, page 6
Suite du procès d'Alain, par Antirep86, page 7
70^e congrès de la FA, par Fifi et Hugues, page 8
Motion internationale de la FA, par FA, page 9

Expression

- Jusqu'au pays des diables**, par N. Potkine, page 10

International

- Boycotter les festivals du Québec**, par L'Insoumise, page 11
Bons baisers du Maroc en lutte, par R. Pino, page 12
Espagne: scandale Bankia, par R. Pino, page 13
Plongée dans le Cuba libertaire, par I. Granado, page 14

Histoire

- Conférence des anarcho-syndicalistes russes**, page 17

Culture

- Le miroir du Mexique**, par R. Pino, page 19
À chacun sa propre mort, par T. Guilabert, page 20
La claque Prometheus, par J. Caramelo, page 20

Mouvement

- Souscription pour Saint-Imier 2012**, page 21
Laura Gómez nous remercie, page 21
Radio libertaire, page 22
Agenda, page 23

Tarifs

France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n ^{os}	○ 25 €
6 mois, 25 n ^{os}	○ 50 €
1 an, 45 n ^{os}	○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à:

Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).

(BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Double **besogne**



Manifestation contre la réforme des retraites en automne 2010

LE TEXTE ADOPTÉ en octobre 1906 lors d'un congrès de la CGT à Amiens, connu ensuite sous le nom de Charte d'Amiens, fixait deux «besognes» aux syndicalistes: «Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires. [...] Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme. Il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste. Il préconise comme moyen d'action la grève générale.»

Cette position à la fois théorique et pratique a-t-elle perdu de sa pertinence? Est-elle dépassée? A-t-on trouvé mieux? Je ne le pense pas et au contraire il me semble urgent de la remettre en débat et en perspective avec les outils d'aujourd'hui.

Certes, la plupart des organisations syndicales en France comme ailleurs ont abandonné la besogne émancipatrice, celle qui estimait notamment que rien de ce qui concernait les travailleurs n'était étranger au syndicalisme. Certaines mêmes ne pratiquent même plus la première besogne et ne méritent donc en aucune manière le qualificatif de réformistes. Elles sont corporatistes au sens pétaïniste du terme, corps subsidiaires de l'appareil d'État. De ce point de vue, la direction de la CFDT est plus que jamais candidate à s'intégrer et à collaborer. C'est sa nature, c'est sa fonction. Chère que n'a d'ailleurs pas attendu l'élection de Hollande pour défendre la politique d'austérité à perpétuité qui se met en place partout en Europe et dans

le monde. «La réduction des déficits est la priorité de la CFDT» clamait-il l'année dernière encore. Avec des «syndicalistes» de cette trempe, le patronat et l'État peuvent dormir tranquilles, les chiens de garde veillent... Sauf que la réalité de terrain est parfois sensiblement différente. Bien des militants syndicalistes, y compris parfois de la CFDT, n'acceptent pas cette logique de soumission, voire d'asservissement aux intérêts capitalistes. Les débats très vifs au sein de la CGT (la question de la succession de Thibault n'en est qu'une des expressions) montrent que le terrain de classe n'est pas partout abandonné, loin s'en faut.

À Force ouvrière, les Compagnons de Pelloutier rassemblent depuis un an des militants qui souhaitent redonner au syndicalisme sa force de percussion sur le seul terrain qui vaille, celui de la lutte de classe. Dans le manifeste qui les unit, il est expliqué notamment qu'il faut maintenir à tout prix l'indépendance de la confédération FO face aux tentations du «syndicalisme rassemblé, participatif et de collaboration». Pour cela «le respect strict des règles du fédéralisme et de la démocratie ouvrière est seul capable de prévenir les dérives bureaucratiques», partisans et sectaires pourrait-on ajouter. Tant il est vrai que le syndicalisme est affaire d'orientation mais aussi de pratiques (notamment la définition des mandats et le contrôle de leur application).

Ce même manifeste se termine par cette affirmation particulièrement d'actualité: «Dans le contexte international que nous connaissons où de nombreux peuples se battent pour le pain, la liberté et

leur émancipation, il est de notre responsabilité d'offrir de réelles perspectives. Nous savons que celles-ci ne sortiront pas des urnes.»

La solution ne sortira pas non plus de la conférence sociale prévue en juillet, d'accords de méthode, de diagnostic partagé, de dialogue social rénové, bref tout ce galimatias pseudo-moderne qui masque mal renoncements et compromissions. Elle ne peut venir que de la capacité des travailleurs, étudiants, chômeurs à organiser la résistance collective face à la barbarie capitaliste. La première urgence, c'est faire face aux plans de licenciements qui vont tomber dans l'automobile, la téléphonie, les banques, la grande distribution, les transports... Comment fait-on pour fédérer les luttes, rendre les coups, faire céder patronat et État, première étape avant de passer à des luttes plus offensives? Comment les militants anarchistes peuvent-ils aider à cela? Le 70^e congrès de la Fédération anarchiste qui vient de se dérouler à Rouen a tenté (modestement) de répondre à cette question, notamment par la mise en place d'une coordination des militants syndicalistes anarchistes.

Notre double besogne ne se paie pas de mots. Elle est parfois obscure, laborieuse, parsemée d'obstacles de toute nature mais elle est porteuse aussi d'un autre futur.

Fabrice

Groupe La Sociale
 de la Fédération anarchiste

Anarchisme et mouvement social

Coup de gueule contre le crétinisme puriste

FRALIB sauvé par le gouvernement? C'est à prévoir, la nouvelle présidence ayant besoin, en ces premiers pas de mandat, de bénéficier d'une certaine paix sociale pour asseoir son pouvoir. Rien n'est toutefois gagné pour l'instant, les négociations étant en cours; gageons que les semaines à venir nous donneront suffisamment vite le dénouement – ou pas – de cette lutte engagée depuis plus de six cents jours.

En tout cas, dans le milieu libertaire, le combat des salariés de Fralib fait «jazz» les claviers d'ordinateur et couler de l'encre. Et notamment sur le net où les critiques fusent de la part d'individus se réclamant d'un anarchisme pur, qui relève cependant davantage de la posture identitaire que d'une réelle compréhension des réalités sociales et des enjeux immédiats. Sous prétexte de cogner sur la CGT – présentée, sans aucun discernement, comme l'ignoble incarnation de la trahison des travailleurs –, ces ecclésiastes en rouge et noir semblent avoir pris un certain plaisir à dénigrer et à calomnier les travailleurs de Fralib. Que leur reprochent-ils exactement? Entre autres d'être des «nationalistes», des adeptes du «produisons français», et ce pour avoir osé exiger du patronat qu'il ne délocalise pas à l'étranger l'usine et sa production de thé et d'infusion. Autrement dit, pour ces partisans d'un anarchisme soi-disant «social» – certains se réclament même de l'anarcho-syndicalisme! –, se battre pour son outil de travail reviendrait à sombrer dans le nationalisme, voire la xénophobie. Je connais quelques vieilles barbes (au sens propre comme au figuré) qui se retourneraient dans leur tombe en entendant pareille absurdité!

Autre reproche adressé aux salariés de Fralib: faire appel au gouvernement pour trouver une solution qui leur soit le plus favorable possible. Si, en effet, l'émancipation réelle et globale des travailleurs ne saurait pouvoir venir d'un gouvernement – et ce quel qu'il soit –, peut-on pour autant jeter la pierre à ceux qui, après six cents jours de grève, des occupations d'usine, des manifestations, des résistances aux attaques et aux menaces des nervis de la direction, mettent leurs derniers espoirs immédiats dans les mains d'un président nouvellement élu qui cherche à se rendre populaire? Pour l'heure, et en l'état, ce n'est pas la révolution sociale qui motive cette lutte, mais les loyers et les emprunts à payer. Et ce ne sont pas les discours maximalistes, même bien foutus et



entraînants, qui amèneront demain les kopecks nécessaires dans les tirelires des familles. Et ceux qui leur jettent aujourd'hui des pierres devraient avant tout leur proposer de prendre financièrement en charge leur quotidien. Sinon, les gars, c'est trop simple. Et ridicule. Voire malsain.

Quoi qu'il en soit, ces experts ès radicalités semblent avoir oublié un aspect fondamental de la pensée anarchiste, et *a fortiori* anarcho-syndicaliste: celui de l'autonomie du mouvement social, notamment caractérisé par un rejet des donneurs de leçons et autres professionnels de la révolution qui nient les réalités difficiles et complexes du terrain de la lutte des classes pour dicter aux travailleurs grévistes ce qu'ils doivent faire.

Au final, c'est cette vieille opposition entre réformisme et révolution qui anime ces quelques vilénies, et l'esprit fatigué, ou fainéant, du militant «plus-radical-tu-meurs»

qui analyse tout avec sa grille de lecture simpliste, ne laissant aux réalités que deux choix: le réformisme conservateur ou la pratique révolutionnaire émancipatrice. Si t'es pas l'un, t'es l'autre. Et c'est sans doute ce sectarisme idiot qui, aujourd'hui, est en partie à l'origine des difficultés du mouvement libertaire français à percer réellement dans la société en général, et dans le monde du travail en particulier. La figure du grand manitou ou de l'intellectuel supérieur qui croit tout pouvoir expliquer avec quelques slogans chocs en repousse sans doute plus d'un et entrave les efforts de ceux qui essaient de sortir l'anarchisme des postures exclusivement identitaires pour lui redonner son caractère éminemment social.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Brèves de combat

Vive le Québec libre !

Environ 400 personnes ont été arrêtées en pleine nuit à Montréal, tandis que la manifestation festive et étudiante, la trentième en nocturne, regroupait 3 000 personnes. Elle avait été déclarée illégale par les autorités. En effet, le règlement de la ville interdit le port du masque et oblige les organisateurs à dévoiler leur itinéraire, ce qu'ils n'avaient pas fait. Pour cogner, tous les prétextes sont bons, chef ?

Non, ce n'est pas un mauvais polar de politique-fiction

Une fonctionnaire appartenant à la direction des renseignements de la préfecture de police (DRPP) a été surprise dans une salle réservée aux témoins de la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, en train de photographier en catimini des personnes qui se trouvaient dans la salle des pas perdus. Dissimulée derrière une vitre sans tain, la policière surveillait les soutiens venus suivre le procès, devant la 10^e chambre voisine, de six de leurs camarades accusés d'avoir planifié des actes «terroristes», notamment la fabrication d'une bombe artisanale retrouvée, le 2 mai 2007, sous une dépanneuse devant un commissariat de Paris. Arrivée sur les lieux vers 13 heures, la fausse photographe, mais vraie policière, s'était fait ouvrir le local par un gendarme de l'escouade en poste au Palais de justice. C'est beau la solidarité anti-anarchiste ! Très ennuyés, les responsables du palais de justice interrogés par les journalistes ont prétendu qu'ils ignoraient l'existence de cette salle qui, selon eux, n'était plus utilisée depuis des années. Ces Pinocchio ont le nez qui s'allonge...

Paris VIII, la suite

Le conseil d'administration de Paris VIII censé entériner le Pôle de recherche et d'enseignement supérieur (Pres), le rapprochement entre les universités de Saint-Denis et de Nanterre a été annulé après seulement vingt minutes de séance, et ce du fait de la mobilisation des étudiants et membres du personnel. Yes : seule la lutte paye !

Tu m'Elton John !

Marine La Peine a assuré à la radio : «Chaque fois que quelqu'un me dit "Je vais voter Mélenchon", il s'agit comme par hasard d'un Français d'origine algérienne», précisant ensuite «maghrébin». Pour elle, le vote Mélenchon est un «vote bobo et immigré». Et le vote Le Pen, raciste et croix gammée ?

Chronique néphrétique

Calculs Raynaud

«**QUE FAIRE**, nous qui ne sommes qu'une poignée de centaines?» demandait Jean-Marc Raynaud dans le n° 1673 du *Monde libertaire*. «Réfléchir, formuler et populariser au plus vite un projet de société détaillé, crédible et désirable. Pas formuler uniquement des principes.»

Et le mot essentiel est... «désirable». Oui, quelque chose qui donne envie, pas des (im)postures, pas une argumentation politiciarde servies par des apôtres de l'invective, des gourous du bon et unique raisonnement, des repoussoirs à deux pattes comme on en voit tant, partout. Pas non plus des slogans incantatoires qui ne sont que des cache-misère idéologiques. Ou du démarchage promotionnel : «Ma boutique est la meilleure!»

Du désirable. Mais, paradoxalement, je ne pense pas que nous ayons besoin en premier lieu d'un programme désirable, mais de principes. Des métaprincipes désirables, à promouvoir et diffuser vers l'extérieur, tous azimuts. Et, simultanément, la nécessité de travailler un projet de société, détaillé, crédible. J'y reviendrai une autre fois.

Des métaprincipes, donc (du grec *méta*, exprimant la succession, le changement et qui, dans les néologismes scientifiques, indique ce qui dépasse, ce qui englobe l'objet ou la science dont il est question). Des principes de fonctionnement de la vie sociale, politique, économique, dans lesquels un grand nombre de gens puisse se reconnaître. Une éthique, un modèle. Qui apparaissent comme des progrès, des nécessités, des objectifs ambitieux, utopiques diront certains, mais des principes moteurs pour préparer un changement de paradigme. Car nous voulons que nos sociétés accomplissent une révolution qui remet en cause des millénaires de hiérarchies, de dominations, d'États, de pouvoirs. Nous voulons quelque chose qui bouleverse les relations humaines, qui puisse insuffler des rébellions, provoquer des désertions en masse, animer des réseaux de résistance, susciter des enthousiasmes, quelque chose qui puisse se propager sans se soucier des frontières. Il m'apparaît que les principes de bases de la Fédération anarchiste, tels que formulés, ne rempliront pas cette fonction.

Pourquoi ? Parce qu'ils sont une formulation idéologique, un pacte associatif entre individus qui ont accompli un cheminement politique, militant. Ils ne sont pas l'impulsion, le déclic qui a provoqué ce cheminement. Essayons de nous souvenir de ce qui nous a

motivés, à l'origine. Qu'est-ce qui a suscité en nous le dégoût, la révolte initiale ? Et quels principes de vie (de vie militante aussi) nous sommes-nous donnés ? C'est cela, ce désir partagé, cet idéal, qui peut franchir les frontières partisans, et peut toucher tous ceux qui n'ont ni poste, ni carte : la grande majorité. C'est en cela que peuvent se reconnaître les jeunes, qui impulseront les révolutions. Ce sont aussi des lignes de conduite qui doivent préserver luttes et révolutions des trahisons à venir. Un exemple : «Le monde n'est pas une marchandise.» Tout n'est pas à vendre. La logique du profit gangrène les rapports humains, saccage la planète, gaspille les ressources, corrompt les individus, en particulier les «représentants», le personnel politique, et aboutit à des choix de société qui servent les intérêts d'une minorité. Le métaprincipe «Pas à vendre» peut s'appliquer à l'eau comme au député. Il est opposable à toute idéologie qui promeut le commerce de ressources communes, mais aussi à toutes les pratiques admises, tolérées ou clandestines de corruption, de lobbys, de malversations ou de connivences entre élus et pouvoirs économiques. Il est évident que là-dessus une foule de gens peut se reconnaître. C'est un métaprincipe fédérateur, qui permet des luttes autonomes, en accord avec nombre de sensibilités. Qu'il s'agisse de dénoncer la corruption d'un élu, de préserver une niche écologique, de s'opposer à un décret ministériel...

Ces métaprincipes permettent de prendre de la hauteur, de quitter le jeu politiciard, l'électorisme, ses échéances et ses rythmes, ses illusions et ses marchandages. Ils permettent de prendre nos distances par rapport à l'activisme, aux «luttes» qui sont aussi le lieu de luttes d'influences d'orgas et de partis, de rapports de force, de négociations, d'accords et de calculs. Ce qui donne encore une fois une image désastreuse du combat politique.

Ces métaprincipes, nous ne sommes pas les seuls à les formuler, ni n'en sommes même les meilleurs propagateurs. Qu'importe ! L'essentiel est qu'ils se répandent comme une absolue nécessité, une urgence vitale. À la fois propagande, éthique et pratique militantes, ces principes sont notre seule stratégie.

Radkol

Brèves de combat

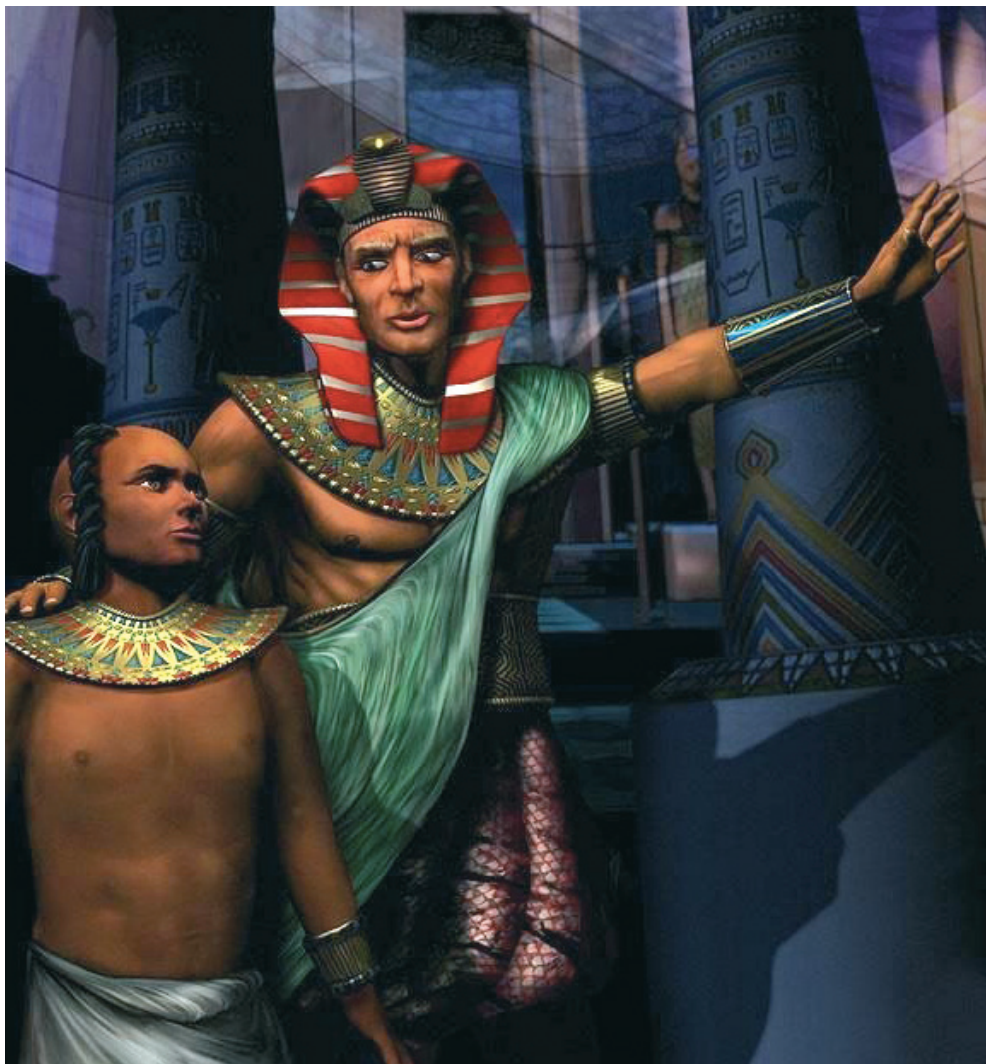
Zemmour rassoise de base

Depuis sa nomination, Christiane Taubira, nouvelle ministre de la Justice, fait l'objet d'attaques sournoises et masquées, prétendant ne rien avoir affaire avec la couleur de sa peau. Pour sa part, le facho Éric Zemmour, lui, n'a pas pris plus de précautions sur RTL, attaquant Christiane Taubira sur sa volonté de réinscrire dans le code pénal le délit de harcèlement sexuel invalidé par le Conseil constitutionnel. Pour ce dernier, «le délit de harcèlement sexuel est une entreprise dirigée contre les hommes, et les hommes blancs»... En effet, pour Zemmour, «l'homme blanc voit sa virilité remise en cause par celle des hommes noirs et arabes qui, eux, ne sont pas soumis à la féminisation imposée aux hommes blancs par les militants pour l'égalité». Pornawak! Sauf pour Marine La Peine, qui vient de lui apporter son soutien... Comme par hasard...

Les Amis de la Terre interpellent BNP Paribas sur la spéculation alimentaire

Après celles du Crédit agricole et de la Société générale, les Amis de la Terre ont participé à l'assemblée générale des actionnaires de BNP Paribas. Ils ont interpellé ces derniers sur le rôle de la banque dans la financiarisation croissante de la nature, et plus particulièrement dans la spéculation sur les denrées alimentaires. Les Amis de la Terre France avaient épinglé BNP Paribas dans un rapport en janvier dernier et lui demandent de retirer du marché leurs produits dérivés sur les biens alimentaires, et plus largement d'arrêter de spéculer au détriment des peuples et de la nature. On peut toujours rêver!...

Météo syndicale



AH BEN OUI, tout le monde en cause alors y faut bien en dire un mot! De quoi, me direz-vous? Bien sûr de la succession du Lider maximo de la Confédération générale du travail. Naguère, dans l'ancien temps, ces choses-là se négociaient en interne. À vrai dire c'était le Colonel-Fabien (anciennement nommé place du Combat à Paris dans le XIX^e arrondissement, aujourd'hui le monument du Parti communiste) qui «suggérait» le candidat le plus adéquat... Depuis que Bernard Thibault a pris les rênes en main et déclaré qu'il n'était plus dans les instances décisionnelles du «grand parti de la classe ouvrière», on se demande sur quel pied danser.

Bon à la CGT du début comme à la CGTU, il y avait ce que l'on peut appeler de la démocratie directe; mais dès que la règle de l'Internationale des syndicats rouges a eu force de loi, la chose était entendue. Comprenez par là que le secrétaire de l'organisation syndicale était nommé en dehors des structures syndicales.

Pour en revenir à notre triste début social du XXI^e siècle on assiste à de l'inédit... Les

organes dirigeants de la CGT étalent dans les médias leurs divergences quant à la succession de l'actuel secrétaire de la confédération de Montreuil à Paris. Quand on fouille un tant soit peu dans les CV des différents prétendants, on s'aperçoit vite qu'ils sont tous sur la même ligne: déborder la CFDT sur sa droite!

Donc il ne s'agit pas à priori d'un débat d'idées mais d'un conflit pour une fin de carrière. Étrange évolution du syndicat qui, bon an mal an, a été à la pointe de pas mal de combats. Tant de couleuvres internes avalées pour en arriver là... Nombres d'opposants pourraient rallier les terres anarcho-syndicalistes.

Le temps de rêver, comme dit le poète, est bien court... et la réalité quotidienne reste là. Mettons de côté la politique de la chaise vide que semble endosser la CGT; la lutte de classe ayant de plus laissé la place à la négociation conflictuelle. À PSA et ailleurs la chasse aux sans-papiers reprend comme du temps de la droite au pouvoir. Comme quoi!

Torrent Impétueux aka Manzoor Hussain



70^e congrès

de la Fédération anarchiste

Du 26 au 28 mai 2012 s'est tenu le 70^e congrès de la Fédération anarchiste. Ces trois jours de rencontre sont importants pour nous militants de la Fédération anarchiste, car non seulement ils nous permettent de faire un bilan de l'année écoulée de notre organisation (rapports des différents secrétaires et administrateurs), mais aussi, et surtout, ces journées sont un moment d'échanges, de débats et de réflexion sur notre ancrage dans les luttes et sur nos perspectives fédérales.

Notre congrès aborda en premier lieu la situation sociale tant en France qu'en dehors des frontières. Furent évoquées et analysées les révolutions au Moyen-Orient, dans les pays dits « arabes », ainsi que le tout récent printemps érable de nos cousins du Québec ou encore la « crise » grecque ou espagnole, le retour des « socialistes » aux affaires, etc. Il y fut question aussi des nombreuses micro-alternatives sociales et économiques où les libertaires, avec d'autres, tentent des essais d'autogestion (Amap, coopérative, école...). Des expériences et débats fructueux encore à enrichir qu'il reste, par l'action militante, à populariser, à développer et, qui sait, à terme, à généraliser.

Puis notre congrès fut l'occasion de travailler en commissions où la prise de parole est plus facile qu'en séance plénière. Nous avons mené cette année des réflexions autour de trois thèmes.

Une première commission fut tenue sur l'émergence de nouvelles formes de contestation et de luttes sociales, telles que le mouvement des Indignés, des Occupy ou encore des collectifs de luttes (sans-papiers, réquisitions de logements, antirépression, luttes contre les grands travaux inutiles – type No-TAV –, antinucléaire, anonymous...) qui sont bien souvent riches, mais souvent encore sans beaucoup de lien avec des luttes syndicales classiques et parfois trop ancrées dans des combats sectoriels ou corporatistes. D'où la construction, à terme, de convergence entre ces différents secteurs de la contestation de l'ordre capitaliste.

Pour faire face à cela ? Nous avons pensé qu'il était nécessaire, voire important, de continuer à nous inscrire dans ces mouvements, d'y prendre notre place en tant qu'anarchistes et d'y tenir le rôle que nous pouvons y jouer en tant qu'aiguillon, sans tentative de récupération et en toute transparence, et ce afin de parvenir à une conver-



gence de toutes ces luttes dans la perspective d'une révolution sociale émancipatrice et non pas seulement dans le cadre d'un aménagement illusoire de la société capitaliste.

Une deuxième commission aborda la nécessité d'organiser une coordination interne des anarcho-syndicalistes et des anarchistes syndicalistes de la Fédération anarchiste, en lien avec d'autres initiatives de ce type, afin de produire ensemble des analyses, d'organiser des actions communes et de partager nos pratiques, quelles que soient nos appartenances syndicales (CNT, SUD, CGT, FSU, CGT-FO). Ce débat nous a conduits à faire le constat que notre rôle, en tant qu'anarchistes, était essentiel pour susciter et déclencher des conflits d'affrontements directs, de veiller à ce que les luttes entreprises appartiennent et restent gérées directement par les salariés sans aucune récupération partidairiste. Mais aussi d'y apparaître clairement en tant qu'anarchistes, afin d'être en mesure de veiller au respect de la « démocratie directe » ainsi que d'œuvrer à la prise de conscience de l'utilité d'une lutte globale, interprofessionnelle et autogérée visant à détruire le système d'exploitation capitaliste. C'est dans ce sens que fonctionnera, durant l'année à venir, la coordination des militants syndicalistes de la fédération.

Une troisième commission se pencha sur les moyens et les modes de propagande de la Fédération anarchiste. Elle s'intéressa autant au contenu des messages qu'aux supports

pour les diffuser. Ainsi furent abordés le devenir et la forme du *Monde libertaire* et de Radio libertaire, l'usage des réseaux sociaux ou encore de YouTube. Il y fut aussi question de la nature des messages ; de la tentative de définir s'ils devaient rester globaux et généraux (autogestion) ou s'ils devaient s'approcher au plus près d'intérêts plus limités et immédiats (gratuité des transports). Les deux options, selon les circonstances furent retenues, quant aux principes, car non contradictoires.

Enfin, le 70^e congrès de la Fédération anarchiste aborda la tenue de deux rencontres essentielles à la vie et au développement du mouvement et des idées libertaires. Tout d'abord les Rencontres internationales de l'anarchisme de Saint-Imier (Suisse) qui se tiendront début août 2012. Les congressistes se penchèrent à la fois sur l'organisation matérielle et financière de la manifestation (plusieurs milliers de personnes sont attendues) et sur son programme politique et culturel (www.anarchisme2012.ch) et s'y donnèrent rendez-vous. Rendez-vous d'autant plus important que, dans le même lieu et aux mêmes dates, se tiendra le congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA) dont la Fédération anarchiste se propose de reprendre le secrétariat.

En bref, congrès fructueux malgré quelques controverses inévitables et souvent utiles dans ces circonstances, la confrontation des idées permettant de presque toujours dépasser les premières idées émises et de favoriser la recherche du consensus. Le 71^e congrès, celui de 2013, qui aura probablement lieu à Marseille, sera aussi celui des soixante ans de la Fédération anarchiste et l'occasion d'analyser les nouvelles perspectives qui s'ouvrent au mouvement libertaire tant au niveau hexagonal qu'international.

Fifi

Secrétaire générale

Hugues Lenoir

ex-secrétaire général

1. Soixante ans et 71^e congrès, cela s'explique par la tenue de congrès extraordinaires lors de certaines circonstances comme la décision, au milieu des années soixante-dix, de transformer *Le Monde libertaire* mensuel en hebdo ou, en fin 2011, de lancer un *Monde libertaire* gratuit.

Partout, en lutte contre l'oppression étatique, économique et religieuse



Mouvement Occupy à Londres

UN AN après le début des révolutions dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, avec le mouvement des Indignés, avec le mouvement Occupy, avec les mouvements étudiants en Angleterre, au Chili, au Québec, avec les mouvements de luttes sociales, populaires en Espagne, en Grèce, au Portugal, et partout dans le monde, nous constatons que les populations du monde refusent les politiques d'austérité, la misère, la répression, les souffrances, les destructions et les privations engendrées par le système capitaliste mondial. De nouvelles formes de contestation se font jour. Partout, les anarchistes participent activement à ces luttes, y développent leurs idées et leurs pratiques, largement reprises et/ou mises en place de façon spontanée par les mouvements sociaux. Ces mouvements de révolte ou de résistance témoignent d'un potentiel révolutionnaire toujours vivace. La Fédération anarchiste et les sections de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA) se sont impliquées dans ces mouvements soit activement, directement, soit en apportant leur soutien. Pour nous, l'enjeu est de fédérer ces mouvements de révolte sociale

et populaire autour de projets révolutionnaires et d'expériences alternatives autogestionnaires (récupération d'entreprises, solidarité et organisation de quartiers, etc.).

La Fédération anarchiste, membre de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), invite l'ensemble des organisations anarchistes à participer aux Rencontres internationales de l'anarchisme qui se dérouleront à Saint-Imier (Suisse), du 8 au 12 août, à l'occasion des 140 ans du congrès de Saint-Imier, en 1872, acte fondateur de l'Internationale anti-autoritaire. Véritable charte de l'anarchisme social, les résolutions du congrès de 1872 voient dans l'organisation et la résistance de la classe ouvrière, produit de l'antagonisme entre travail et capital, le terrain d'action privilégié pour préparer l'émancipation du prolétariat. Les Rencontres internationales de l'anarchisme doivent nous permettre d'échanger nos analyses, nos pratiques, de coordonner nos actions et préparer une confrontation globale avec le pouvoir économique, étatique et religieux. L'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA) tiendra son propre congrès lors des Rencontres internatio-

nales de l'anarchisme. Nous souhaitons continuer à échanger et à entretenir des relations solidaires avec les autres organisations anarchistes de par le monde. La Fédération anarchiste, membre de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), continue à œuvrer à l'émancipation des individus en faisant siennes les résolutions du congrès de Saint-Imier :

1. La destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat.

2. Toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui.

3. Repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

Motion adoptée à l'unanimité lors du 70^e congrès de la Fédération anarchiste, 27 mai 2012.

Tactiques et stratégie du **déménagement** religieux

ATTENTION, si vous êtes un homme, assis dans le dernier métro, à la station La Chapelle ; peut-être verrez-vous une femme, une femme très belle, qui vous sourira. Elle semblera vous demander de la suivre. Ne lui obéissez surtout pas. Car elle vous entraînerait dans l'obscurité jusqu'au pays des diables.

Ce conseil a beaucoup circulé, vers 1987, dans les foyers d'immigrés parisiens, parmi les Africains de l'Ouest. On l'apprend dans un livre instructif, *Les Marabouts africains à Paris*, de Liliane Kuczynski (CNRS Éditions, 27 euros). Oui, son sujet est celui qui arrache un sourire à tant de Parisiens, plus au fait des subtilités de la grammaire française que les auteurs des petites cartes publicitaires distribuées à la sortie du métro ; celles dont les textes sont aussi gratinés que, par exemple, « Confident Zoulou, Homme de Dieu Béton, impuissance, frigidité, famille, guérit le mal dans les couples, résout tous les problèmes d'amour, Madame si Monsieur ne peut rien te faire au lit, je lui donne ma puissance. Annonce sérieuse, plaisantins s'abstenir. » Pour ma part, je connais au moins quatre personnes qui en ont rassemblé de savoureuses collections.

L'ouvrage de Liliane Kuczynski navigue avec brio entre le Charybde du mépris caché sous le folklore et le Scylla de l'acquiescement, politiquement correct mais niais, aux âneries ; génies envoûteurs, chocs en retour et maléfices cosmiques. Il s'agit d'une somme (400 pages grand format petits caractères) ethnologique, qui étudie ce qui se passe lorsqu'une antique institution socio-religieuse, celle des marabouts d'Afrique de l'Ouest, se voit transplantée dans un univers étranger. L'intérêt scientifique est multiple.

– Que se passe-t-il lorsque des rites créés dans un lieu, un climat, un ensemble de pratiques précis et fortement localisé doivent être accomplis là où rien n'y correspond plus ? À Paris, rassembler « un coq noir, un coq blanc, un coq rouge », puis en faire don à sa famille (« J'veus ai apporté des gallinacés, parce que les fleurs, c'est périssable... ») ? Sans parler, péril inattendu, des risques encourus par les marabouts eux-mêmes lors de leur séjour en terre étrangère : « Mon caractère va changer, c'est grave pour moi ; un marabout qui est resté beaucoup ici, il abandonne sa religion, son maraboutage, il ne répond plus à son grand marabout, il n'envoie plus d'argent, il mange n'importe quoi : il est gâté, il va devenir comme les Blancs, un bandit ! » (p. 109)

– Que se passe-t-il lorsque les professionnels d'une tradition religieuse précise voient affluer une clientèle venant d'une autre tradition, mais pourtant désireuse de bénéficier de



leurs douteux services ? Pour parler clair : les marabouts sont, stricto sensu, des musulmans. Selon Kuczynski, « étymologiquement, le mot « marabout » (arabe classique *mûrâbit*) est, à l'origine, en relation directe avec la notion islamique de *jihâd* « guerre sainte ». Il désigne, en effet, l'homme qui habite un *ribât*, lieu où l'on tient liés les chevaux prêts à partir combattre les infidèles » (p. 15). Pour autant, Français, Portugais, Polonais, etc., les consultent pour qu'ils effectuent des travaux de magie. Et cette magie couvre un éventail extrêmement vaste, de la plus pure tradition islamique aux plus purs animismes, en passant par « la science juive », fort respectée par les compilateurs arabes médiévaux dont se nourrissent les plus cultivés des marabouts.

– Que se passe-t-il lorsque les professionnels, parfois prestigieux, d'un univers socio-religieux précis qui leur assigne un statut rémunérateur, se retrouvent dans une société qui les englobe dans ce qu'elle méprise le plus, les immigrés, les sans-papiers ? Car ce n'est pas l'un des moindres mérites de ce livre que de montrer comment les marabouts, un mot simple qui recouvre des situations individuelles infiniment variées, se débrouillent face à l'administration française, face aux impôts, à l'Urssaff, à la police...

Si les réponses, fouillées, pensées, détaillées, à ces questions font tout l'intérêt du livre, on peut se demander en quoi elles peuvent

concerner plus directement les anarchistes. Elles les concernent au plus haut degré ; ce livre est l'un des meilleurs témoignages que je connaisse sur la création religieuse, pour ne pas dire le bricolage religieux. Le maraboutage est une institution bien plus souple, plus ouverte, moins dogmatique que, par exemple, l'Église catholique, passablement ligotée par les références aux Écritures, au droit canon, etc. La qualification même de marabout est imprécise, les pratiques (semi-secrètes) sont souples, le dogme sous-jacent plus souple encore malgré le respect officiel envers le Coran et les *hâdith*. C'est bien pratique lorsque tel immigré fauché voit, dans l'exploitation d'un « secret familial », ou de son appartenance à une famille connue pour ses marabouts, la solution à ses problèmes financiers. Et plus pratique encore lorsque la clientèle s'avère occidentale et, quoique désireuse d'exotisme, veut entendre parler de ce qui lui est familier, magnétisme, plan vibratoire et corps astral. Même sans qu'il soit question de cynisme financier explicite, le livre démontre à quel point les marabouts fabriquent eux-mêmes, à jet continu, leurs propres rituels, leurs propres croyances.

Ce qui est bien plus préoccupant qu'une poupée de cire hérissée d'épingles...

Nestor Potkine

Pourquoi boycotter les festivals du Québec ?

EN FRANCE, le Québec évoque l'accent de lointains cousins, un mode de vie américain en français, des motoneiges, des baleines, du sirop d'érable, quelques Indiens. La situation politique, quant à elle, est inconnue.

Printemps érable

En 2012, la France parle un peu plus de la Belle Province. Plusieurs quotidiens ont évoqué le « printemps érable », les 250 manifestations d'étudiants qui contestent une augmentation de 82 % de leurs frais de scolarité, la loi « matraque » 78, la démission de la ministre de l'Éducation, l'idéologie conservatrice et la corruption d'un Parti libéral qui a tout fait pour minorer le pouvoir de la commission d'enquête sur la construction ; sans oublier le malaise d'une opposition qui a utilisé la même méthode pour casser le mouvement des infirmières (loi 72/1999).

Bien éloignée du bric-à-brac linguistique habituel ou des publicités de Bonhomme Carnaval destinées aux touristes, la question de l'émancipation redevient cohérente, elle ne surgit pas par effraction. Derrière les célébrations nationales illuminées des festivals, de graves atteintes aux libertés civiles, une démocratie broyée.

Le gouvernement québécois et les idées tranquilles du Québec sont en échec. Une loi d'exception, un premier ministre indigent, son chef de cabinet brutalement évincé, une grève étudiante qui s'élargit ; dialogue absent, prise de conscience accentuée, l'affrontement social se poursuivra au-delà d'un accord a minima sur les frais de scolarité. L'arrière-plan demeurera : népotisme, prébendes, clientélisme, arrogance, incompétence, répression, fin de règne, régime de notables, police non justiciable, ça vous rappelle quelque chose ? La parole prise des Québécois est contagieuse ; libérée, elle ne s'éteindra pas facilement. Après la Tunisie, l'Égypte, etc., le Québec ou même le Canada ?

Cacerolazo

Vols stationnaires des hélicoptères de la police à Montréal, présence policière digne de la Russie de Poutine, arrestations de masse (700 personnes le 24 mai), pouvoirs policiers discrétionnaires, milices privées dans les universités, climat quasi insurrectionnel, décrivent une nouvelle réalité.

La résistance s'organise. Chaque soir, des « cacerolazos », souvenirs du Chili de Pinochet, résonnent dans Montréal et les régions. Ces manifestations tolérées signifient



que des arrestations peuvent survenir à tout moment. Des rumeurs de bruits de bottes se propagent, des soldats fascistes de la grande base militaire de Val Cartier à Québec ont évoqué publiquement les camps d'extermination pour les étudiants assimilés à une menace communiste (*Le Soleil*, 25 mai 2012).

Boycotter les festivals d'été

Le maire Tremblay (Montréal), le ministre de l'Économie Bachand, la ministre du Tourisme Ménard, les chambres de commerce de Montréal ou de Québec craignent pour les festivals d'été, moments forts de la vitrine touristique québécoise. L'industrie touristique est sur les dents. On demande aux manifestants de redevenir de bons consommateurs alors que les festivals vendus comme des loisirs sont l'expression d'une gestion purement marchande de la ville (par exemple le désert urbain du quartier des spectacles de Montréal) où toutes les créativité (musique, théâtre, cirque, etc.) sont asservies à un mouvement unique : le capitalisme.

Le boycott permet de refuser l'alibi d'un « show » qui mime une liberté et une démocratie de compensation.

Les intérêts d'une industrie du spectacle croisés avec ceux d'une classe politique corrompue sont les deux parties d'un même cercle. Ils défendent des intérêts particuliers sur fond de menaces policières en rappelant la loi générale de l'obéissance à la consommation. L'« apolitisme » des festivals n'existe pas.

Répression et loi 78

La loi 78 limite les droits constitutionnels fondamentaux : liberté d'opinion, d'association, d'organisation, d'expression. Gardienne de l'ordre, la police du Québec est la principale productrice de désordre.

Après cent jours, le mouvement ne faiblit pas malgré une répression sévère :

- Nombreuses violences policières, 2000 arrestations, plusieurs centaines de victimes, des blessures graves.

- Législation d'exception qui a pour objectif réel de contrer tout mouvement de contestation.

- Justice arbitraire.

- Droit à l'éducation qui n'est plus reconnu.

- Liberté d'association qui n'est plus garantie.

- Organisations syndicales, régimes publics de santé et d'éducation menacés.

La grève des étudiants n'est pas un mouvement de privilégiés, elle défend le droit de tous à une éducation « gratuite » et libre, financée par ailleurs par les contribuables.

Avec cette grève, les étudiants ont moins d'illusions que quiconque sur ce qu'on leur impose, sur ce que leur coûte, dans tous les moments de la vie, leur participation à une société fondée sur l'exploitation et l'inégalité.

Librairie L'Insoumise

Mondialisation partout, exploitation toujours

LA MONDIALISATION TANT VANTÉE par le patronat s'avère être plutôt l'exploitation généralisée. Dans le précédent *Monde libertaire*¹, nous avons évoqué la grève des ouvrières marocaines de l'entreprise espagnole Nufribel, implantée à Souss-Massa. Un article de Moha Oukziz² nous apprend que le capitalisme français n'est pas en reste. Lui aussi est implanté au Maroc, par exemple avec Soprofel Idyl, groupe agro-alimentaire ayant son siège social à Châteaurenard (Bouches-du-Rhône), et avec les mêmes méthodes : faibles rémunérations, pas de respect de la législation du travail, etc. Comme chez Nufribel, l'activité de l'entreprise est la production, le conditionnement des fruits et légumes et leur commercialisation. 95 % des exportations sont à destination de l'Europe, du Canada et de la Russie. Le groupe emploie au total plus de 12 000 salarié-e-s dans ses différentes fermes et usines de conditionnement. Là aussi les salaires sont bas, la précarité grande, les accidents du travail fréquents et en constante augmentation ; on peut aussi y constater d'autres pratiques courantes, comme la non-inscription de nombre d'ouvriers auprès des caisses sociales, et le harcèlement sexuel à l'encontre du personnel féminin.

Face à ces conditions de travail, les salariés se sont organisés et ont constitué un bureau syndical qui s'est rattaché à la Confédération démocratique du travail (CDT). La réponse de Patrick Puech, dirigeant français de l'entreprise, ne s'est pas fait attendre : tous les membres du bureau syndical ont été licenciés. Protestations et manifestations contre cette décision sont restées lettre morte. La « justice » marocaine, quant à elle, s'est fait comme d'habitude le relais du patronat et a invoqué l'article 288 du Code pénal, qui criminalise le droit de grève, pour condamner en première instance les ouvriers grévistes et engager des poursuites contre les syndicalistes.

Précisons que les licenciements chez Soprofel Idyl sont pratique courante : deux mille depuis 2008, sans dédommagement ni indemnités, ou alors dans le meilleur des cas, des sommes dérisoires s'élevant à 500 dirhams (47 euros).

Toutefois, un accord avait pu être signé par le biais d'un comité de conciliation qui stipulait : la réintégration des travailleurs licenciés et la représentation syndicale reconnue pour trois salariés.



Mais à ce jour, sur trente licenciés, seuls neuf ont pu retrouver leur poste, les autres se voyant proposer une indemnité de 3 000 dirhams (285 euros). Devant la non-application de l'accord et après de multiples démarches auprès de la direction du groupe ainsi que des autorités locales pour que soit respecté l'accord signé, les ouvriers se sont tournés vers la CDT, à laquelle leur syndicat est rattaché. Centrale réformatrice qui les ignore complètement, fidèle à sa collaboration de classe. L'Économiste³ rapporte les propos des patrons français et marocains qui estiment que dans les exploitations agricoles de la région (Souss-Massa) « il y a trop de grèves » ; le journal concluant que « les syndicats ne contrôlent pas vraiment leurs troupes ».

En désespoir de cause, six ouvriers sont en grève de la faim sous une tente plantée devant le siège local du groupe, ce qui leur vaut en plus d'être menacés de poursuites judiciaires. Cette situation ne fait que mettre en évidence la collusion patrons/justice ainsi que l'intégration au système étatique de la CDT qui

n'apporte aucun soutien à une de ses sections dès qu'il y a conflit ouvert avec le patronat.

Toujours au Maroc, mais ceci n'a rien à voir (quoique...), les rumeurs se font de plus en plus persistantes quant à un accord sur le point d'être conclu entre le gouvernement marocain et les États-Unis, concernant l'installation à Tan Tan (sud du Maroc) d'une base de commandement militaire en Afrique⁴. Rappelons à ce propos que depuis des années et malgré les protestations de la population, les soldats américains et marocains procèdent à des manœuvres militaires conjointes. Les dernières réunissaient 900 soldats marocains, 1 200 marines américains avec leurs forces aéronavales. Ces exercices sont les plus importants effectués par les États-Unis en Afrique, et sont évidemment à mettre en relation avec leur volonté d'installer une base pour le commandement des forces armées américaines en Afrique (Africom) dans un pays « ami des occidentaux » (ô combien !) et possédant une ouverture sur l'océan Atlantique. Dans son immense générosité, le Maroc aurait également proposé l'installation d'une autre base au Sahara occidental. Proposition déclinée par les États-Unis en raison du conflit dans cette région avec le Front Polisario (les États-Unis reconnaissent l'administration marocaine de la région mais non sa souveraineté sur celle-ci). Si, comme semblent le confirmer toutes les sources journalistiques, l'Africom s'implante au Maroc, un nouveau foyer de tensions risque de s'y installer. Économiquement ou militairement, le colonialisme change de masque mais perpétue sa présence dans ce pays.

Ramón Pino

*Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste*

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1675, « Maroc, exploitation des travailleurs par des entreprises espagnoles ».

2. Journaliste, membre de l'Association marocaine des droits de l'Homme, et d'Europe solidaire sans frontières.

3. Quotidien d'économie marocain.

4. Information plus ou moins au conditionnel, mais relayée par de plus en plus de médias : *Afrik.com*, *Le Matin* (d'Alger), *Liberté* (d'Algérie), *Diploweb.com*, *La Presse* et *JSS News*, entre autres.

Ni coupables, ni responsables

C'EST DU MOINS ce que le gouvernement espagnol voudrait faire croire à la population. Le scandale de Bankia n'en est donc pas un, il n'y a ni coupables ni responsables, mais une sombre fatalité qui provoque un cas unique, la faute à pas de chance quoi... Petit rappel des faits : Bankia est un organisme bancaire ou plus exactement un conglomérat de sept caisses d'épargne régionales, créé en 2010 suite à la crise immobilière qui affectait l'Espagne depuis 2008. Le problème étant que Bankia (comme beaucoup d'autres banques à travers le monde) s'est retrouvée avec un nombre phénoménal de créances immobilières douteuses (pour ne pas dire pourries). De par son importance (4^e banque espagnole), son sauvetage plombe l'économie espagnole. Sa recapitalisation nécessite un apport de près de 24 milliards d'euros. Quatre et demi ont été versés, ne manquent plus que... dix-neuf. Le gouvernement a dû convenir que le Fonds de garantie des banques espagnoles (Frob) n'est pas en mesure d'aider les banques en difficulté (le « pauvre » Fonds ne disposerait que de 5 milliards).

La Banque centrale européenne (BCE) aurait donc été sollicitée par Madrid et aurait refusé de mettre la main à la poche. « Aurait », car très vite la BCE a démenti avoir refusé de verser une aide que Madrid a démenti avoir demandée. Cékikiment? Quoi qu'il en soit, l'État espagnol va devoir éponger les 19 milliards restants, et comme l'État c'est nous, en Espagne ou ailleurs, c'est évidemment la population espagnole qui va casquer pour les banquiers qui ont fait mumuse avec leurs économies. Ça n'empêche pas Bankia de continuer d'expulser de leurs logements celles et ceux qui ne sont plus en mesure de rembourser leurs emprunts, et qui eux n'ont pas une BCE pour les tirer d'affaire.

La panique s'accroît dans les milieux financiers espagnols, et le gouverneur de la Banque d'Espagne a décidé de quitter ses fonctions un mois plus tôt que prévu, refroidissant encore plus les ardeurs des investisseurs qui se débarrassent comme ils peuvent de leurs titres espagnols. La dette s'ajoute à la dette, et le gouvernement Rajoy n'en finit pas de revoir les chiffres du déficit à la hausse. Et ce n'est évidemment pas fini. Bankia ouvre la marche; derrière se profilent les déficits des autres banques et des régions. Selon le *Financial Times*, certains économistes estiment qu'au final l'Espagne devra trouver entre 100 et 150 milliards d'euros, d'où un sentiment de vertige du gouvernement espagnol qui veut entériner la décision d'émettre des « hispanobons », emprunts obligatoires communs pour les



régions autonomes, avec garantie de l'État central. Il s'agit de mutualiser les dettes des régions les plus endettées afin de leur faire bénéficier du crédit accordé à la Catalogne (la Catalogne, également dirigée par un gouvernement de droite, se méfie de cette garantie du Trésor espagnol qui risque de lui coûter encore plus cher).

Et en ce qui nous concerne, comme le précise *Le Figaro économie*¹, ne perdons pas de vue que les banques françaises sont bien plus engagées en Espagne (132 milliards) qu'en Grèce (45 milliards). La marmite politicienne est au bord de l'explosion. Le Premier ministre Mariano Rajoy en est conscient, lui qui lors de sa dernière conférence de presse – qui n'a duré que quarante minutes –, n'a condescendu à répondre qu'à vingt questions (une par journaliste présent). Son art de garder le silence et de noyer le poisson lui a permis de ne pas répondre à la seule question qui importe actuellement en Espagne : « Qui va payer ou assumer ses responsabilités dans le scandale de Bankia? »² Rajoy ne semble pas vouloir obliger les dirigeants de Bankia à s'expliquer devant le Congrès. Si comparaisons il y a, ce serait à huis clos, car « une enquête publique ne ferait que détériorer l'image du système financier espagnol »³. Le Parti socialiste ouvrier espagnol, par la voix de son secrétaire général Rubalcaba, s'interroge innocemment : « En deux semaines, nous sommes passés d'une aide publique à Bankia de 4,5 milliards à 23 milliards. Mais que se passe-t-il donc ici? »

Il semble toutefois que les socialistes ne soient pas pressés d'avoir la réponse, car pour le moment eux non plus, comme leurs collègues de droite, ne demandent pas d'enquête parlementaire, qui pourrait avoir des conséquences imprévues, y compris pour eux : pen-

dant des années, des représentants des partis politiques de droite, de gauche et des syndicats institutionnels ont siégé côte à côte dans les conseils d'administration des caisses d'épargne. La question n'est donc pas : qui sont les coupables, mais où va-t-on trouver les 23 milliards pour renflouer Bankia? Je vous laisse deviner la réponse en vous mettant sur la voie : il y a un mois le gouvernement, avec l'appui de l'opposition socialiste, a nationalisé partiellement Bankia. Partiellement, ça veut dire que l'État va prendre en charge la partie pourrie de Bankia suivant le principe cher au libéralisme : on nationalise les pertes et on privatise les profits.

Donc au final, l'État, c'est-à-dire la population espagnole, mettra la main à la poche pour renflouer Bankia (et les autres établissements bancaires qui attendent avant de déclarer leurs pertes véritables). Conséquence : encore plus de plans d'austérité, de coupes budgétaires dans les services publics...

C'est dans ce climat délétère que nos camarades anarcho-syndicalistes de la CNT, de la CGT et de SO⁺ organisent deux semaines d'actions et rassemblements servant de préparation à la manifestation confédérale du 16 juin à Barcelone, puis plus tard à l'organisation d'une nouvelle grève générale à l'échelon national.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. *Le Figaro économie* du 30 mai 2012.

2. *El País* du 29 mai 2012.

3. *Idem*.

4. Confédération nationale du travail, Confédération générale du travail, et Solidarité ouvrière.

Un regard vers un **Cuba** libertaire



Inès Granado

POURQUOI tourner à nouveau notre regard vers Cuba, vers cette île qui vit aujourd'hui sous les décombres d'un rêve égalitaire engendré lors de la « geste révolutionnaire de 1959 » ?

Parce que, comme partout dans le monde, des indignés de New York et de Madrid aux révoltés de Tunis et du Caire, à Cuba comme ailleurs une question se pose : que faire de la colère, de la révolte ?

En France, nous votons, nous changeons de gouvernement, nous manifestons, nous occupons les rues, nous demandons que cela change... Et rien ne change ! À Cuba, la démocratie participative, la démocratie syndicale, la liberté d'expression et la liberté de circuler sont réduites, voire inexistantes. Les principaux témoins de ce livre sont à la recherche d'un autre modèle que celui qui est imposé de façon autoritaire dans le cadre du « socialisme réel », mais ils sont aussi en rupture avec le modèle capitaliste imposé aujourd'hui dans les pays de l'Est et la Chine.

Bien entendu, le livre ne nous invite pas à chercher à Cuba un modèle, comme cela l'a été durant les années soixante. Il nous invite cependant à trouver dans l'île un écho d'une nouvelle manière de parler de la révolution, de manière stimulante et créatrice. Comment un groupe d'intellectuels composé d'activistes sociaux et d'artistes engagés a pu deve-

nir pour de nombreux Cubains une source d'inspiration ? Cela a sans doute à voir avec les crises des notions de révolution, d'avant-garde, de progrès, d'industrialisation, et sans aucun doute avec les échecs des révolutions du xx^e siècle.

Cuba, révolution dans la révolution qui prolonge le livre de Frank Fernández, *L'Anarchisme à Cuba*, paru aux éditions CNT-RP en 2004, vise à faire connaître aux lecteurs français les divers protagonistes du mouvement contestataire cubain. Une grande majorité des auteurs de ce livre sont membres du réseau de l'Observatoire critique de La Havane. Libertaires, marxistes critiques, écologistes radicaux, leurs idées sont présentes dans les nouveaux mouvements de contestation insulaires. À côté des écrits issus de certains des soutiens dont il dispose hors de l'île, la plupart des textes recueillis ici procèdent de Cuba même, de sa gauche hétérodoxe, sociale et libertaire.

Ce livre nous propose d'explorer les questions que soulève la révolution cubaine. Il ne s'agit pas ici d'une enquête de sociologues mais de la prise à bras-le-corps d'un défi théorique et pratique. Pour cela, les auteurs se tournent vers les voies d'une critique de l'orthodoxie « marxiste » et vers la pensée libertaire, une pensée interdite de ter-

ritoire sur l'île du caïman vert durant plusieurs décennies. Ces pistes se croisent avec celles qu'ont tracées les révoltés du monde entier, des forêts du Chiapas à la Puerta del Sol en passant par la place Tahrir du Caire.

Miguel Chueca, Karel Negrete et Daniel Pinós nous invitent ainsi à pénétrer dans le «réel merveilleux» cubain, cher à l'écrivain Alejo Carpentier. Il s'agit d'un ouvrage soigné et comportant de belles photos inédites de militants anticapitalistes havanais, de jeunes, de travailleurs et de paysans cubains. Il regroupe des essais consacrés à la critique des «réformes» en cours à Cuba après l'effacement de Fidel Castro et il expose des propositions programmatiques en faveur d'un socialisme démocratique et participatif. On trouve des textes relatifs aux questions du racisme et de l'homosexualité à Cuba, à la charge subversive des nouveaux courants musicaux, à l'introduction des cultures génétiquement modifiées ou encore à l'étonnante impulsion donnée par le régime à la construction de terrains de golf pour millionnaires. Deux articles nous font découvrir le hip-hop insulaire, à travers les groupes de rappers emblématiques de la contestation en actes qui résistent malgré la censure et les obstructions dont ils sont victimes.

L'Observatoire critique de la révolution cubaine est un vaste réseau qui inclut des militants de tendances diverses qui sont parvenus à coexister dans le respect de leurs différences. Malgré les difficultés inhérentes à l'existence d'un régime profondément autoritaire, les uns et les autres tentent depuis quelques années déjà de présenter une critique raisonnée du régime en place et d'œuvrer à ce que l'après-castrisme ne ressemble pas à ces divers «modèles» qui, en Russie, en Chine et ailleurs, ont remplacé les régimes abusivement et improprement appelés «communistes» par les porte-parole de l'ordre établi.

L'ouvrage nous invite à réfléchir sur l'État actuel de la société cubaine. Depuis que Raul Castro a annoncé lors du 6^e congrès du PCC, en avril 2011, une série de mesures qui visaient une «mise à jour du modèle socialiste cubain», le débat s'est étendu sur toute l'île de Cuba et au-delà. Plusieurs questions sont posées. Existe-t-il réellement un modèle socialiste qu'il faut actualiser ou faut-il le remplacer par un autre modèle et quel pourrait être ce modèle ?

Le gouvernement cubain continue de dire qu'à Cuba existe un socialisme et que le modèle est en train d'être mis à jour. Mais, en réalité, il n'y a aucune mise à jour du «modèle socialiste», car il n'y a pas de socialisme à Cuba, il existe aujourd'hui clairement un capitalisme à la cubaine. Les témoins de ce livre et de nombreux secteurs de la gauche critique cubaine, et aussi d'autres pays, considèrent que les mesures adoptées lors du 6^e congrès ouvrent la voie vers le capitalisme et vers un modèle de type chi-



nois ou vietnamien. Ce que cache aujourd'hui les dirigeants cubains, c'est le fait que, depuis 1992, les installations dans l'île d'entreprises privées multinationales européennes et canadiennes n'ont cessé d'augmenter. Elles contrôlent jusqu'à 50 % de l'industrie touristique (les groupes espagnols Sol Meliá, Barceló, entre autres), le nickel (l'entreprise canadienne Sherritt), le tabac (la société anglaise Tobacco Group), l'industrie alimentaire (Nestlé), le pétrole (Repsol, Petrobras, Sherritt) ou la production, la commercialisation et l'exportation de rhum (l'entreprise française Pernod Ricard).

C'est l'application du modèle chinois, adapté à la réalité cubaine. L'octroi, à des sociétés étrangères, pour 99 ans de terres afin d'y construire des terrains de golf de luxe et des résidences haut de gamme, est l'expression même du capitalisme. L'autre expression du retour au capitalisme à Cuba, parrainé par le Parti communiste cubain, est le profit que ces multinationales tirent de Cuba, il est fondé sur le salaire des travailleurs cubains, un salaire misérable, qui

oscille entre 9 et 18 euros par mois. Selon les auteurs, c'est une chose sans précédent dans le monde, l'État cubain joue le rôle d'une agence de travail au compte des multinationales, en offrant des garanties à ces multinationales pour que soient maintenus des salaires de misère, mais en maintenant aussi l'interdiction du droit de grève et de s'organiser de façon indépendante. L'an dernier, les mesures de licenciements de plus d'un million de fonctionnaires ont été annoncées par la Centrale des travailleurs cubains. Ce syndicat unique est au service de l'État, les autres syndicats étant interdits. Imaginez la CGT annoncer en France, pour relayer le gouvernement, le licenciement de plus d'un million de fonctionnaires. On assisterait à une levée de boucliers. C'est aussi ce syndicat, de conserve avec l'État, qui a annoncé l'augmentation de l'âge légal de la retraite, sous prétexte que l'espérance de vie augmente à Cuba. Ça ne vous rappelle rien ?

«Cuba: révolution dans la révolution» dénonce la campagne actuelle menée par le gouvernement pour mettre fin à la gratuité

de certains services et cela fait partie d'un plan d'ajustement typique du capitalisme. Tout cela n'a plus rien à voir avec le socialisme, on est dans la continuité d'une restauration du capitalisme qui brade progressivement ce qui reste des anciennes conquêtes de la révolution de 1959. Chaque jour un peu plus, les services de santé et d'éducation sont affectés. Et grâce à la corruption, dont de nombreux membres de la «nomenklatura» sont coupables, et à l'argent envoyé par les Cubains vivant à l'étranger, se développe de plus en plus une couche de privilégiés, de nouveaux riches, tandis que la majorité du peuple cubain souffre des produits de consommation basique et n'a pas d'autre possibilité que de continuer à «inventar», inventer pour survivre.

Les auteurs de ce livre font une analyse sans concessions des raisons d'un tel échec. Depuis la chute du mur de Berlin et la dissolution de l'Union soviétique, les médias des pays occidentaux associent la crise économique et sociale de Cuba à l'échec présumé du socialisme. Mais ce qui a échoué dans l'ex-URSS et ses satellites, comme dans le cas de Cuba, c'est le modèle marxiste autoritaire, un modèle menant à la dégénérescence du socialisme. L'échec est lié à la caricature de socialisme qui fut mis en place par les dirigeants qui se sont succédé à la tête de l'appareil bureaucratique soviétique. La révolution cubaine a dévié très vite de ses principes révolutionnaires. Fidel et Raul Castro ont pactisé en 1968 une subordination économique et politique de Cuba auprès de l'orbite soviétique. À Cuba aujourd'hui, pour certains secteurs de la gauche critique, le castroïsme a échoué parce que le «socialisme d'État» était dès le début voué à l'échec, parce qu'il contenait une centralisation fatale liée à la propriété de l'État, ce qui a forcé ce dernier à devenir répressif. Car c'est seulement de cette manière qu'il pouvait garder une structure verticale en place. Le Cuba socialiste n'a jamais été «égalitaire», parce qu'il est né avec un appareil bureaucratique, totalitaire et un parti-armée, qui donnèrent naissance au Parti communiste cubain et aux Forces armées révolutionnaires, dirigés par les frères Castro. Les bureaucrates se sont transformés en bureaucrates privilégiés, de style stalinien, ils ont toujours eu des magasins qui leur étaient réservés et ils n'ont jamais eu à dépendre du carnet de rationnement.

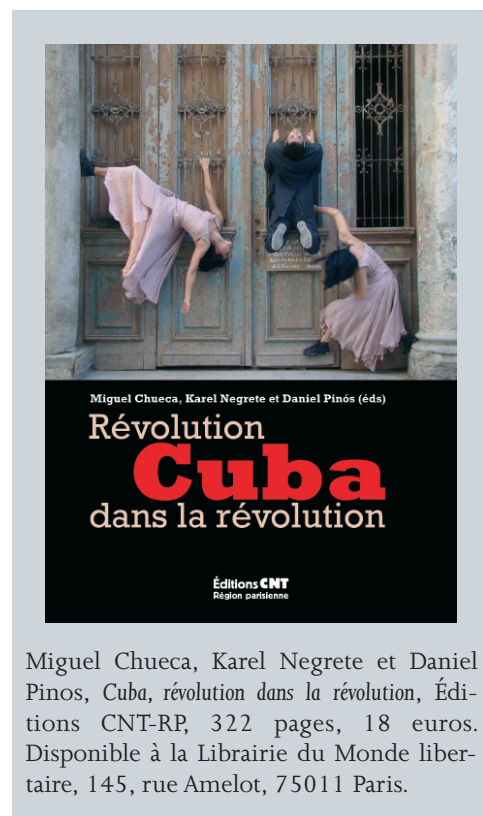
Aujourd'hui à Cuba, le mal-être et le désenchantement se développent. C'est ainsi que s'installe le doute et que naît le danger de voir les consciences faire un pas en arrière, comme cela s'est produit dans l'ex-URSS et en Europe de l'Est. Dans ces pays, la restauration du système capitaliste a été l'œuvre de la bureaucratie installée au pouvoir : les dirigeants des entreprises d'État ou les ingénieurs des kolkhozes. Ces bureaucrates autrefois défenseurs du «socialisme»



sont devenus ensuite les principaux actionnaires des entreprises capitalistes, après avoir, comme cela est le cas aujourd'hui à Cuba, créé l'illusion fatale qu'un «bon capitalisme» pouvait exister.

Le grand défi de fond pour les militants anticapitalistes cubains qui s'expriment dans ce livre est d'inverser le processus en cours, un processus d'installation du capitalisme sous le couvert d'une «mise à jour du modèle socialiste». Pour les activistes de La Havane, bâtir aujourd'hui un véritable socialisme, cela ne doit pas vouloir dire un retour aux années soixante-dix et quatre-vingt, mais la création d'un système politique sans parti unique et avec une pleine démocratie pour les travailleurs et le peuple. Pour que les Cubains décident de l'économie à mettre en place, de la gestion des entreprises, de leurs systèmes d'éducation et de santé, des salaires, de l'accès à la liberté syndicale, de la justice, contre toutes les formes de censure, de persécutions politiques et idéologiques et sur tous les aspects de la vie quotidienne dans la société cubaine. Pour mettre fin aux inégalités et au développement d'une bourgeoisie révolutionnaire, un changement est nécessaire dans la vie du peuple cubain, pour cela il est nécessaire de lever toutes les restrictions concernant les droits des citoyens pour permettre à celui-ci de s'exprimer et de faire valoir ses revendications. Le droit de grève, supprimé progressivement dans les années soixante, doit être rétabli. L'heure est venue où les travailleurs, les jeunes et le peuple cubain doivent décider du présent et de l'avenir de Cuba. Il ne s'agit

de rien de moins pour les auteurs de ce livre que de mettre un terme à l'amertume de l'histoire et de repenser les modalités d'un mouvement de remise en question globale qui aille au-delà du système mortifère dans lequel nous vivons ici, en France et là-bas, aux Caraïbes. **I. G.**





Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

1918, Moscou

Conférence des anarcho-syndicalistes russes

LA RÉVOLUTION RUSSE A DÉBUTÉ il y a quelques mois, les premières divergences apparaissent avec le pouvoir bolchevique. Les anarcho-syndicalistes russes se réunissent à Moscou du 25 août au 1^{er} septembre.

Sur le moment présent

Considérant que notre révolution est une révolution sociale qui doit provoquer l'embrasement mondial d'un affrontement décisif des classes; et prenant en considération qu'elle se trouve actuellement sous la triple menace contre-révolutionnaire de la bourgeoisie étrangère, de la contre-révolution intérieure et du parti actuellement dominant, devenu contre-révolutionnaire après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk et de la trahison du prolétariat et de la paysannerie de Pologne, de Lituanie, d'Ukraine, de Finlande et autres.

La première conférence pan-russe des anarcho-syndicalistes estime indispensable et de toute urgence d'organiser ses forces pour la lutte contre les ennemis de la révolution et de la classe ouvrière, afin de poursuivre et approfondir la révolution commencée.

Dans ce but, la Conférence des anarcho-syndicalistes recommande aux camarades, en ce moment donné, de tendre à réaliser et d'imprégner la conscience des classes laborieuses de la nécessité de la lutte pour :

1) La suppression du capitalisme d'État et de tout pouvoir.

2) La révolution communaliste, sur le plan politique, par l'union des soviets libres sur la base du fédéralisme; la révolution syndicaliste, sur le plan économique, par une même union des organisations indépendantes des ouvriers et des paysans sur une base de production.

3) La création de soviets libres de délégués (les ouvriers et paysans) et la suppression de l'institution des commissaires du peuple, en tant qu'organisation hostile aux intérêts de la classe ouvrière.

4) La suppression de l'armée, en tant



qu'institution, et l'armement général des ouvriers et paysans, en montrant l'absurdité de la « patrie socialiste », car il n'y a que le monde entier qui puisse être tel.

5) Le combat contre la réaction blanche, comme par exemple les Tchécoslovaques et autres mercenaires de l'impérialisme mondial, sans oublier que le parti anciennement archirévolutionnaire des bolcheviks est devenu le parti de la stagnation et de la réaction.

6) Le transfert de la question du ravitaillement entre les mains des organisations paysannes et prolétaires, l'arrêt des réquisitions forcées et des mesures policières à la campagne; de telles mesures provoquent l'hostilité des paysans envers les ouvriers, affaiblissent le front révolutionnaire et font le jeu de la contre-révolution.

Sur les soviets

Prenant en considération :

1) Le rôle des soviets dans la lutte contre la contre-révolution.

2) Le mécontentement des ouvriers vis-à-vis de la tactique des bolcheviques à l'égard des soviets et des autres organisations ouvrières, qui ne fait que croître.

3) La dictature des bolcheviques sur les soviets et les organisations ouvrières qui pousse les ouvriers à droite, vers l'Assemblée constituante.

4) Que pour sortir la révolution de l'impasse, il faut une grande énergie et une pleine responsabilité de la part des travailleurs et qu'il est pour cela nécessaire de restaurer les soviets en tant qu'organisation purement de classe. Que les travailleurs doivent avoir des soviets une compréhension

plus claire et déterminée, afin de mener un combat victorieux.

Nous, anarcho-sindicalistes, déclarons :

1) Nous sommes pour les soviets qui tendent à la destruction des formes centralistes actuelles.

2) Nous avons lutté et lutterons pour les soviets, en tant que forme politique transitoire, car nous considérons que la fédération des villes et des communes libres apparaît comme la forme politique transitoire de la société, devant inévitablement mener à la suppression totale de l'État et au triomphe définitif du communisme.

3) Nous sommes pour les soviets, mais sommes catégoriquement contre le Soviet des commissaires du peuple, en tant qu'organe ne découlant pas de l'œuvre des soviets, mais au contraire ne faisant que la gêner.

4) Nous sommes pour les soviets réellement représentatifs, organisés sur des bases collégiales, sous réserve d'une délégation directe des ouvriers et paysans d'une usine donnée, d'une fabrique, d'un village, etc., et non de politiciens bavards y entrant sur des listes de parti et qui transforment les soviets en salons de bavardages démagogiques.

5) Nous sommes pour la fédération des soviets, où les soviets locaux autonomes s'unissent sur le plan du district et de la région; et aussi pour que périodiquement des congrès généraux pan-russes s'assemblent et s'organisent en commissions conçues sur le modèle du soviet.

6) Nous sommes pour les soviets libres ne prenant de mesures qu'après consultation des électeurs locaux qui se tiennent à l'écart des comités centraux de tous les partis possibles, s'il est encore possible d'y mener un travail libre et créateur.

Sur les comités d'usine et de fabrique et les syndicats

1) Il est indispensable de procéder à une transformation radicale et immédiate de l'économie du pays, la bourgeoisie impérialiste l'ayant acculée, par la guerre et le pillage, à une situation désespérée; il faut abolir le système capitaliste d'État et le remplacer par un système socialiste basé sur des principes communistes libertaires.

2) Les organisations ouvrières doivent jouer le rôle le plus actif dans cette œuvre, chacune sur son terrain défini par la vie (sans permettre en cela aucune intervention de l'État ou d'organisations étatiques).

3) Les syndicats, ainsi que l'a montré la révolution actuelle, ne peuvent être l'axe du mouvement ouvrier, du fait qu'ils ne correspondent pas à la situation politique et économique changeante actuelle, ni par leur forme ni par leur nature. À présent, une nouvelle forme d'organisation ouvrière correspond pleinement aux nouvelles formes révolutionnaires de la vie économique et politique, tant par ses structures que par sa nature. Cette



nouvelle forme d'organisation est le produit de la grande révolution laborieuse: les comités d'usine et de fabrique. Dorénavant, le centre de gravité des aspirations ouvrières doit se transporter dans cette forme d'organisation.

4) Les syndicats, dans leur sens habituel, sont des organisations mortes. Désormais, ils apparaissent comme une section du comité d'usine et de fabrique, menant un travail complètement autonome dans les secteurs suivants: éducatif et culturel (seulement là où les organisations prolétariennes culturelles n'ont pas pris corps); de solidarité; dans les cas d'aide individuelle, où le comité d'usine, la bourse du travail et la coopérative ouvrière de consommation n'ont pas à intervenir.

5) Le comité d'usine et de fabrique est la forme organisationnelle de combat de tout le mouvement ouvrier, considérablement plus achevée que les soviets de délégués des ouvriers, paysans et soldats, du fait qu'il apparaît comme l'organisation autogérée de production à la base et parce qu'il se trouve sous le constant et vigilant contrôle des

ouvriers. C'est sur lui que la Révolution fait reposer l'organisation de la vie économique à partir des principes communistes. Là, où il n'est pas possible de créer des comités d'usine et de fabrique, les syndicats remplissent leurs fonctions.

6) Le comité d'usine et de fabrique est notre organisation future, jeune et dynamique, pleine de vie et d'énergie; les syndicats notre organisation ancienne, vieille et usée. Le comité d'usine et de fabrique est l'une des formes les plus achevées d'organisation ouvrière, dans les limites de l'ordre étatique et capitaliste actuel en train de crouler, ainsi que le premier organe social de base dans la future société communiste libertaire.

Toutes les autres formes d'organisation ouvrière doivent s'effacer devant lui, car elles ne peuvent être que ses ramifications.

Avec l'aide des comités d'usine et de fabrique et de leurs unions, réalisées fédérativement, la classe ouvrière anéantira aussi bien l'esclavage économique actuel, que son nouvel aspect, le capitalisme d'État, qui se fait appeler «socialisme».

Le miroir du **Mexique**

VOUS VOUS INTÉRESSEZ AU MEXIQUE ? Vous allez sans doute en entendre parler dans les semaines qui viennent, campagne électorale oblige. Président depuis six ans, Felipe Calderón ne se représentera pas, la Constitution mexicaine interdisant un second mandat. Son successeur quel qu'il soit ne fera ni pire ni mieux, garant qu'il sera d'un système capitaliste au libéralisme débridé. Quand on parle du Mexique, c'est principalement pour évoquer la guerre entre État et narcotrafiquants. Mais derrière cette violence quotidienne, il y a une autre réalité dont nos médias nationaux parlent moins : un peuple, des peuples qui luttent pour leur émancipation, rejetant un système politique pour le remplacer par un autre, qui ne s'appuie plus sur l'autorité d'une majorité écrasant des minorités, mais sur l'écoute, la recherche de consensus, les pratiques des populations indigènes remises au goût du jour par les Indiens du Chiapas ou de Oaxaca, fondées sur l'autonomie, l'entraide, la démocratie directe, tendant vers une société égalitaire et libertaire, avec des spécificités propres mais le plus souvent assez proches de nos pratiques anarchistes.

Savez-vous aussi que dans ce pays la plus grande misère peut côtoyer les plus grandes fortunes ? Qu'un paysan gagne rarement plus de cinquante pesos par jour (moins de trois euros), mais que l'homme le plus riche de notre planète (Carlos Slim Helu) est mexicain ? Que sous couvert de lutte antidrogue les militaires et paramilitaires en profitent pour éliminer physiquement les opposants au pouvoir en place (syndicalistes, militants politiques et/ou indigènes) ? Connaissez-vous l'APPO ? la Commune d'Oaxaca ?

Pour en savoir plus sur le Mexique d'aujourd'hui et ses luttes, il est fortement recommandé de se procurer *Le Miroir du Mexique* de Claudio Albertani. Italien de naissance mais vivant depuis quarante ans au Mexique, professeur à l'académie d'histoire et de société contemporaine à l'université autonome de Mexico, il est également mem-

bre de la Commission civile internationale de l'observatoire pour les droits humains (CCIODH). Il collabore régulièrement à des journaux, revues et radios alternatives, aussi bien au Mexique qu'en Italie ou en France. Sa grande connaissance des peuples indigènes et des mouvements anarchistes se reflète dans ce livre composé d'une série de textes publiés de 2006 à aujourd'hui.

Désobéissance civile, non-violence, lutte armée, solidarité, auto-organisation dans les Chiapas, Oaxaca, Atenco... guerres de l'eau, répression étatique, rébellion du peuple, congrès de l'Assemblée populaire des peuples de l'Oaxaca... Voici quelques-uns des thèmes abordés et développés par Claudio Albertani dans cet ouvrage composé, comme l'indique la quatrième de couverture, de textes traduits de *El Espejo de México* et abordant « aussi bien les douleurs subies par la population que ses pratiques de solidarité et de rébellion, porteuses d'espoirs. Ils reflètent les dangers qui menacent la planète : totalitarisme économique, destruction de l'environnement, paupérisation... Surtout, ils laissent percevoir les frémissements d'une civilisation basée sur la négation de la société marchande : la culture indigène. Partout présente, dans les villages et les quartiers, dans les communautés zapatistes et l'Oaxaca, elle pratique la démocratie directe, les décisions au consensus, la communalité, qui renvoient les manœuvres partidaires dans les poubelles de l'Histoire.

L'ouvrage se termine par l'analyse du 2^e congrès de l'APPO où s'affrontèrent visions verticale et horizontale de cet extraordinaire mouvement social. La magnifique intervention des jeunes libertaires de Vocal (Voix oaxé-quegnes construisant l'autonomie et la liberté) illustre les espoirs en un "bouleversement social véritable et profond de notre société". »

Bref, un détour par notre librairie ou une commande adressée à celle-ci s'impose donc pour faire l'acquisition de cet ouvrage décrivant la résistance populaire face à la barbarie capitaliste et mettant en lumière des perspectives chargées d'esérance.

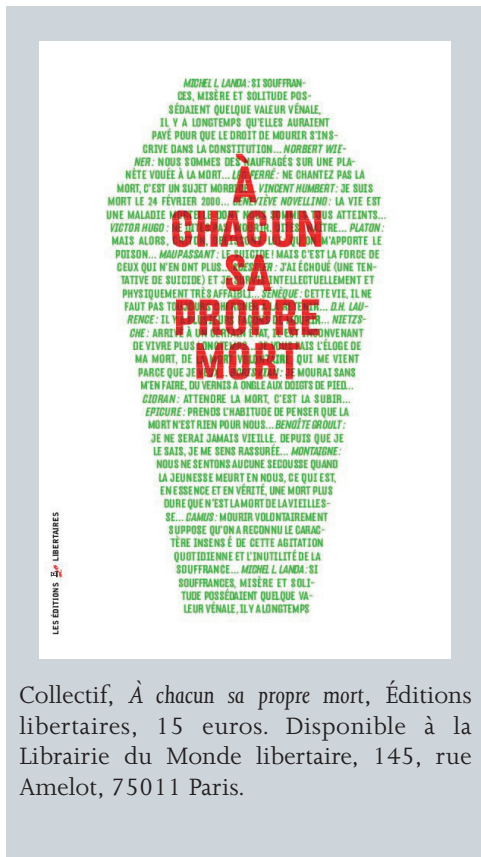
Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste



Claudio Albertani, *Le Miroir du Mexique*, chroniques de barbarie et de résistance, Éditions du Monde libertaire, 12 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Attention ! Livre grave



Collectif, *À chacun sa propre mort*, Éditions libertaires, 15 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

POUR L'HUMOUR : on se contentera de la couverture, avec cercueil en citations vertes, que notre ami le cinéaste Jean Rollin et ses vampires auraient appréciés.

Pour le reste : soit quand même près de deux cents pages, une anthologie des pensées les plus remarquables, non pas tant sur la mort que sur la fin de vie. Des textes rares ou que l'on redécouvre, des résumés de films, des auteurs connus et moins connus, pour lesquels on trouvera des notes biographiques particulièrement bien travaillées en fin de volume, y voisinent avec les anonymes, les témoignages bruts de membres de l'ADMD (Association pour le droit de mourir dans la dignité), d'amis de Jean Guillhot, le neuropsychiatre humaniste disparu en novembre 2010, à l'origine de ce livre.

D'un côté la distance que permet l'écriture, la pensée, la poésie, de l'autre la réalité rugueuse comme a dit Rimbaud, la souffrance, la peine. Les témoignages directs sont de loin les plus terribles. Ils dénoncent l'acharnement thérapeutique, le pouvoir des médecins capables de maintenir dans un corps vide ou souffrant, la moindre étincelle de vie au mépris des dernières volontés d'un malade ou des proches qui assistent à la fin inéluctable. Un corps sans esprit, réduit à la simple fonction de machine à survivre.

Il est dit dans ce livre qu'on pique les chiens et les chats pour abrégier leurs souffrances, mais qu'on laisse la douleur et la peine accompagner les hommes et les femmes jusqu'au dernier souffle. Sur quoi l'on pourrait tristement ajouter : si les animaux domestiques meurent, les hommes pour la plupart crèvent. Romain Gary avait une expression très belle pour parler de cette chose bien moche : « Mourir jusqu'au bout. » Le contraire même du mot de Zarathoustra : « Meurs à temps ! »

À mesure qu'on avance dans la lecture, on comprend que ce livre est d'abord une formidable déclaration d'amour à la vie, car enfin, tout dans la mort digne, la mort choisie, la bonne mort, le refus de se voir décliner, de se voir déchoir, de devenir un poids pour ses propres enfants, de finir dans un mouroir, tout nous appelle à jouir considérablement de la vie, et citant Sénèque on dira : « Ce qui est un bien, ce n'est pas de vivre mais de vivre bien. Voilà pourquoi le sage vivra autant qu'il le doit, non pas autant qu'il le peut. » J'oserai dire qu'on se sépare d'*À chacun sa propre mort*, non pas le cœur léger mais pour le moins serein, voilà un livre qui vous console de cette maladie mortelle qu'est la vie, un bréviaire à portée de tous.

Thierry Guilbert

Magnifique !

MAGNIFIQUE. C'est bien ce qui caractérise le mieux le dernier chef-d'œuvre de Ridley Scott, *Prometheus*. Et ce d'autant que le réalisateur d'*Alien* et de *Blade Runner* a su entretenir le mystère, révélant les images au compte-gouttes tout en développant une campagne de promotion colossale, allant des simples affiches dans les rues à la station de métro aménagée pour reproduire une partie du décor du film. L'attente était donc terrible et la surprise fut à sa hauteur.

L'histoire ? Elle se passe en 2093, soit quelques siècles avant celle du premier *Alien* dont elle reprend l'univers. Une équipe de scientifiques s'envole dans l'espace en quête des origines de l'humanité après avoir découvert, sur Terre, une « carte » conduisant à la planète de ceux qui nous auraient créés. Mais, sur place, les choses tournent vite au cauchemar... Impossible d'en dire davantage sans en dévoiler trop, alors je m'arrêterai là concernant ce scénario qui pourra en surprendre plus d'un, à commencer par les fans d'*Alien*. Notons, toutefois, que, film de

science-fiction, l'anarchiste qui ira voir *Prometheus* devra faire abstraction du pied-denez fait au darwinisme tout en se délectant de la nique faite aux religions (hormis quelques passages assez maladroitement sur ce sujet).

Jouant habilement avec l'horreur et la science-fiction, Ridley Scott réalise un film angoissant qui nous projette dans un univers parfaitement maîtrisé, nous offrant par la même occasion un voyage dans un futur certes imaginaire, mais cohérent. Les acteurs – Noomi Rapace et Michael Fassbender en tête – sont particulièrement convaincants, et ce même si, parfois, les personnages incarnés manquent un peu de relief (la faute au réalisateur et scénariste !). Respectant les codes des deux genres évoqués ci-dessus sans pour autant tomber dans le cliché, *Prometheus* est aussi, et surtout, un spectacle absolument impressionnant, gigantesque, pour nos petits yeux de bonshommes du XXI^e siècle. Vous allez en prendre plein les yeux et le retour à la réalité, une fois le générique à l'écran et les



lumières de la salle allumées, sera difficile, voire étrange. Impossible, alors, de ne pas se demander où on en sera en 2093, tant au niveau de la recherche aérospatiale que de la question sociale...

Johnny Caramelo

Rencontres internationales de l'anarchisme

Appel à **souscription**

Du 8 au 12 août 2012 auront lieu les Rencontres internationales de l'anarchisme à Saint-Imier (Suisse romande) pour la commémoration des 140 ans du congrès de la première Internationale anti-autoritaire qui fut organisé en 1872. On trouvera plus d'informations sur les contenus et l'esprit de ces rencontres sur le site www.anarchisme2012.ch.

Jusqu'ici, les organisations qui ont porté et animé cette importante échéance sont: la Fédération anarchiste (FA), l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), la Fédération libertaire des montagnes (FLM), l'Organisation socialiste libertaire (OSL) et Espace noir. D'autres organisations ont rejoint le comité d'organisation: Alternative libertaire (AL), la Coordination des groupes anarchistes (CGA), la Federazione dei Comunisti Anarchici (FdCA), Karakök Autonome, Libertäre Aktion Winterthur, l'Organisation communiste-libertaire (OCL).

Nous sommes toujours à la recherche de volontaires pour participer à l'organisation de ces Rencontres internationales: traduction, cuisine, nettoyage, surveillance, etc. Il est possible de s'inscrire sur le site.

Sont d'ores et déjà prévus des tables rondes, des meetings, des concerts (cinq par jour), des conférences (une trentaine), des spectacles de théâtre, des performances, des projections de films, des expositions, etc.

L'IFA tiendra son propre congrès à Saint-Imier à l'occasion des Rencontres internatio-



nales. Nous attendons des organisations, groupes et individus de tous les pays. Nous souhaitons que soient représentés les mouvements et groupes d'un maximum de pays: Tunisie, Égypte, Chili, Mexique, Uruguay, Brésil, Israël, Palestine, Russie, Biélorussie, etc. Les contacts pris sont nombreux et intéressants.

Tout cela aura un coût important: location des salles, du matériel de traduction; location de gîtes; hébergement des conférencier.e.s, des groupes de musique, des délégations étrangères; achat de la nourriture; etc. Nous avons évalué le budget global à 100 000 euros, 50 000 euros pour les concerts/spectacles et 50 000 euros pour les conférences/meetings.

Dans ces 50 000 euros, nous prévoyons un budget de 15 000 à 20 000 euros pour aider au transport des délégations étrangères des groupes peu argentés. Les copains d'Espace noir (Saint-Imier) ont ouvert un compte postal en Suisse. En France, c'est le groupe Proudhon de la FA de Besançon qui se charge de récolter l'argent en euros afin d'aider à la réussite de ces Rencontres internationales. Vous pouvez envoyer vos chèques à l'ordre de: CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex (mention au dos: St Imier 2012). Merci d'avance!

Le comité d'organisation

relations-internationales@federation-anarchiste.org

Laura Gómez nous remercie



ENFIN CHEZ MOI! Fatiguée, un peu déboussolée, heureuse, écrasée par tant de solidarité, immensément reconnaissant à votre lutte infatigable, entièrement bénévole. Je ne sais pas comment vous remercier du soutien et de la tendresse avec lesquels vous avez protégé ma famille. Vous avez réussi à ce qu'elle reste solide, entière. Pas un seul instant je ne me suis sentie désemparée, et pas un seul jour je n'ai eu peur car à chaque pas que vous faisiez la fin du cauchemar était proche, de plus en plus proche.

ON M'A VOLÉ, on nous a volés 23 jours de nos vies. Mais maintenant nous sommes 23 jours plus forts. Si on cherchait à donner le coup de grâce à notre organisation et au mouvement libertaire, ils ont échoué. Leur volonté de démolir les droits et les libertés des travailleurs, femmes et hommes et de la population, ont été déjoués grâce à la solidarité, à l'unité et au courage. Ils ne pourront nous arrêter. Sans action, il n'y a pas de révolution. Nous devons continuer dans les rues et sur les lieux de travail à défendre et à maintenir notre engagement pour lutter pour un monde plus juste et plus libre. Ce monde est en marche à cet instant. Merci pour tout, à tous et à toutes.

Laura Gómez

Envoyé par la rédaction de Rojo y Negro, CGT

Laura Gómez



Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz ou sur le net à <http://media.radio-libertaire.org/>

Jeudi 7 juin

Chronique hebdo (10 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Si vis pacem (18 h 00) La poésie à l'assaut du banquet des marchands d'armes (rassemblement au Louvre, le mardi 12 juin). Mounamitié par le Gérant du Rare.

Vendredi 8 juin

Nuit Léo 38 (00 h 30) La night

Samedi 9 juin

Chronique syndicale (11 h 30) Luites et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres...

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Dimanche 10 juin

Wild side (15 h 30) L'émission riffs et gros sons pour tous ceux qui aiment le rock!

Restons éveillés! (00 h 00) Libre antenne à ceux qui en sont exclus.

Lundi 11 juin

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Les Enfants du 11 juin.

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) Pierre Drachline pour son *Dictionnaire humoristique des surréalistes et dadaïstes*.

Trous noirs (16 h 00) La résistance hellénique contre le désastre social actuel concerne toute l'Europe. C'est aussi notre avenir qui se joue. Yannis Youlountas, auteur de *Paroles de murs athéniens* aux Éditions libertaires, nous en parle.

Mardi 12 juin

Artracaille (11 h 00) Art en marge.

Pas de quartiers... (18 h 00)

Paroles d'associations (19 h 30) Portes ouvertes des Ateliers d'artistes du Pré Saint-Gervais qui se tiendront les 16 et 17 juin de 14 à 20 heures.

Mercredi 13 juin

Blues en liberté (10 h 30) Blues et cuivres (troisième partie).

Radio LAP (17 h 00) Lycée autogéré.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent : des nouvelles d'Égypte avec Sérénade Chafik.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice

Jeudi 14 juin

Si vis pacem (18 h 00) Sauver l'île de paix de Jeju massacrée par le chantier d'un port de guerre nucléaire. Invitée : Ouiné de Corée.

Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

MAI 2012

Mme P. Bes (67) : 50 euros

M. F. Gouilhers (73) : 30 euros

M. P. Guillert (37) : 20 euros

M. F. Borroz (01) : 10 euros

M. P.-Y. Thauvin (internet) : 10 euros

TOTAL : 120 euros

Merci ! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du Monde libertaire ! Faites connaître notre journal autour de vous ! Lisez-le et faites-le lire ! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étagères ! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires ! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du Monde libertaire



Salon du livre libertaire

Barcelone (Espagne)

110^e anniversaire de l'Athénée encyclopédique populaire de Barcelone

Mardi 5 juin

19 heures. Conférence/débat, «L'cole moderne au Brésil: éducation anarchiste hier et aujourd'hui». Ateneu Rosa del Foc, 5 rue Robi, baixos B.

Jeudi 7 juin

19 heures. Deux conférences/débats «Joan Amades à l'Assemblée encyclopédique populaire», et «Les Amis du soleil. Naturisme hier et aujourd'hui». Residencia d'Investigadors - CSIC - 64, rue Hospital.

Mardi 12 juin

19 heures. «Le coopératisme aujourd'hui» Residencia d'Investigadors - CSIC - 64, rue Hospital.

Jeudi 14 juin

19 heures. «Reclus vers la fusion Nature/Ville». Residencia d'Investigadors - CSIC - 64, rue Hospital. Pour tout contact: Centre de documentation historique et social, 26, Passeig Sant Joan - 1, r, 08100. <http://ateneuenciclopedicpopolar.org>

Jeudi 7 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra François Ruffin, l'animateur du journal Fakir basé à Amiens, mais aussi collaborateur au *Monde diplomatique* et reporter de l'émission *Là-bas si j'y suis* sur France Inter. Nous y parlerons aussi de *Leur grande trouille, journal intime de mes 'pulsions protectionnistes'* (Les Liens qui Libèrent, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire. Bibliothèque sociale, Athénée libertaire 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 8 juin

Paris XI^e

16 heures. Claudio Zaretti & Moustache de Paname, qui poussent la chansonnette

à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros République ou Filles-du-Calvaire, Entrée libre et gratuite.

Paris XVIII^e

19h15. Le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste organise un débat sur le thème: Peut-on se passer de la monnaie? Au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette (troisième à droite en montant la rue Lepic depuis le métro Blanche). Métros Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

Rennes (35)

20 heures. Concert avec La Dernière mesure (hip-hop sous influence, Paname) et Les Fausses notes (chanson punk musette, Rennes). Prix libre, en soutien au groupe libertaire rennais La Digne Rage. Organisé par Happy Culture. Au café librairie Le Papier Timbré, 39, rue de Dinan.

Samedi 9 juin

Paris XI^e

17h30. Rencontre avec Béa Tristan dans un mini-concert acoustique. 145, rue Amelot. Métros République ou Filles-du-Calvaire, Entrée libre et gratuite.

Chambéry (73)

Journée de mobilisation contre le Lyon-Turin. 11 heures: rassemblement au parc du Verney Stands, repas à prix libre, prises de parole... 14 heures: départ de la manifestation dans le centre-ville de Chambéry. À l'initiative du Collectif No TAV Savoie.

Vendredi 15 juin

Vannes (56)

Organisée par le groupe libertaire Lochu (Fédération anarchiste de Vannes), projection-débat du film *Even Cowgirls Get the Blues* (1h50), réalisé par Gus Van Sant (1995). Satire de l'Amérique à travers les aventures de Sissi, qu'une vilaine fée a affublée à sa naissance d'un pouce de 25 cm à chaque main. Circulant en stop, Sissi se rend dans un ranch transformé en centre de remise en forme. Là, elle tombe en pleine fronde anti-hygiénique, au milieu d'une bande de cow-girls décidées à prendre possession du lieu. Posant les questions de la difformité, de l'ordre patriarcal, du pouvoir de la richesse, cette comédie aborde beaucoup de sujets qui interpellent... Maison des associations, 6, rue Tannerie, 20h30. Entrée libre.

Samedi 23 juin

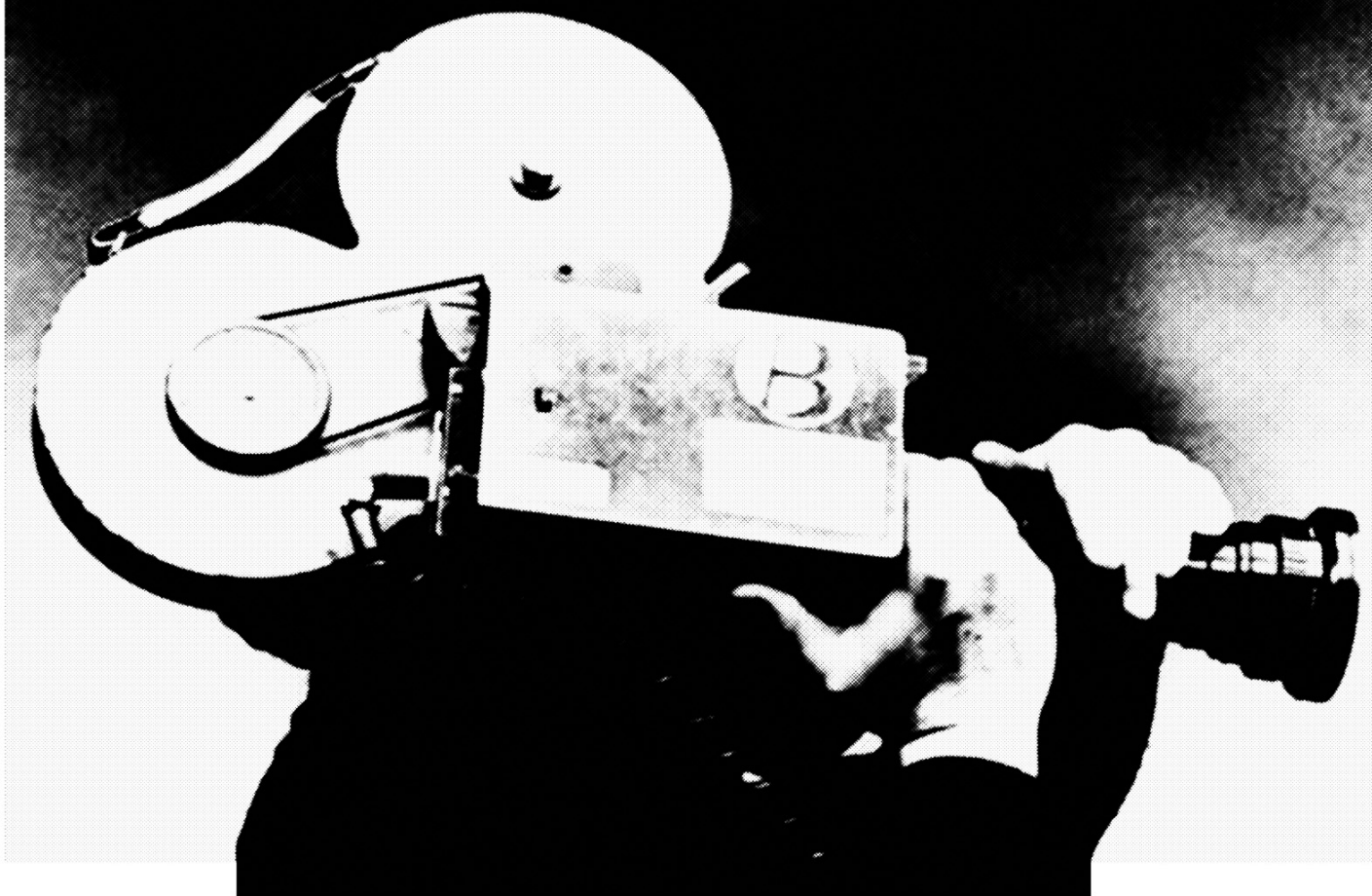
Paris XI^e

16 heures. Claude Zaretti & Moustache de Paname, qui poussent la chansonnette à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métro République ou Oberkampf. Entrée libre et gratuite.



5^{ème} festival du documentaire politique et social en Creuse

Organisé par : Émile a une vache, Creuse-Citron, Peuple et Culture 19, Autour du 1er mai et La Loutre par les cornes



BOBINES REBELLES 2012

à Royère de Vassivière

**vendredi 8 juin à 21h à l'Atelier
samedi 9 de 10h à 24h au Villard**

**Projections, débats,
librairie, bar, restauration...**

entrée à prix libre

Contact 05.55.64.73.17

www.bobinesrebelles.org